

***Bujumbura, Burundi, 10 janvier (Infosplusgabon) - « On n'a besoin ni de Belges, ni de Français, ni d'Américains » pour observer le déroulement des prochaines élections générales qui débutent par la présidentielle, en mai prochain, a déclaré sans détour, vendredi, le président du Sénat burundais, Révérien Ndikuriyo, sur les antennes de la radiotélévision publique (RTNB).***

Les élections seront organisées « par les Burundais pour les Burundais » et « avec les moyens des Burundais», a-t-il motivé son rejet, dans un contexte encore marqué par la méfiance envers la communauté internationale depuis les précédentes élections générales de 2015, jugées contraires aux normes démocratiques admises.

Autour de 40 millions de dollars américains ont été déjà réunis pour financer les prochaines élections, sur fonds propres de l'Etat burundais et des contributions citoyennes, indique-t-on du côté du pouvoir.

Par ailleurs, « ce n'est pas à un match qu'ils viendraient assister », a enchaîné le président du Sénat, en même temps président de la Fédération de Football du Burundi (FFB).

A la veille des élections de 2015, le Sénat burundais avait encore fait parler de lui, en prenant l'initiative de saisir la Cour constitutionnelle au sujet de la légalité du troisième quinquennat controversé du président sortant, Pierre Nkurunziza, qu'il a fini par obtenir.

Les opposants se basaient sur l'accord inter-burundais de paix, signé à Arusha, en Tanzanie,

en 2000, et dont l'une des dispositions excluait plus de deux mandats d'affilée à la tête de l'Etat pour éviter l'usure du pouvoir.

L'accord politique d'Arusha avait permis de mettre fin à une décennie de guerre civile à caractère ethnique au Burundi.

La mouvance présidentielle, quant à elle, mettait en avant la Constitution nationale, moins explicite sur le nombre de mandats présidentiels autorisés.

Pour la mouvance présidentielle, le premier mandat « n'en n'était pas un » du fait que le chef de l'Etat burundais avait été élu au suffrage universel « indirect » par le parlement en 2005.

Des manifestations de rue n'y avaient rien fait non plus pour dissuader le président burundais à renoncer à son troisième mandat.

Face à la montée des tensions électorales, de nombreux Burundais ont choisi de fuir le pays par centaines de milliers.

Le chef de l'Etat burundais a déjà déclaré publiquement qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections générales, sans toutefois de candidat pour le moment connu à sa succession au sein du parti présidentielle.

L'annonce n'a toutefois pas débouché sur la décrispation du climat politique national qui reste délétère, en l'absence de dialogue entre le pouvoir et les principaux ténors de l'opposition qui s'activent depuis leur exil à l'étranger, notent les observateurs.

Dans le calendrier de la CENI, le scrutin présidentiel sera couplé aux législatives et aux municipales, le même jour du 20 mai prochain.

L'élection des Sénateurs, quant à elle, interviendra le 20 juillet, celle des conseils de collines et de quartiers, les plus petites entités administratives du pays, le 24 août.

Le scrutin présidentiel a déjà enregistré trois candidatures. Il s'agit de Mme Fidélité Nibigira, de l'Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation (APDR), Léonce Ngendakumana, de l'aile majoritaire du Front pour la Démocratie au Burundi (Sahwanya-FRODEBU/FRODEBU originel) et de Kefa Nibizi, du FRODEBU-Nyakuri/FRODEBU véritable). Tous les trois candidats

sont issus de l'opposition extraparlamentaire.

FIN/INFOSPLUSGABON/MPL/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon